

Unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 26 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GRANIT'M**

LES GRANDES LANDES  
22100 BRUSVILY

Code AIOT : 0005502156

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement GRANIT'M implanté LES GRANDES LANDES 22100 BRUSVILY. L'inspection a été annoncée le 02/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRANIT'M
- LES GRANDES LANDES 22100 BRUSVILY
- Code AIOT : 0005502156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 18 juin 2008.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté du 18 juin 2008.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Panneaux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Matérialisation du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Matérialisation du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.2.1.	/	Sans objet
7	Circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5.1.	/	Sans objet
9	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 1.4.1.	/	Sans objet
2	Extraction de matériaux autorisée	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 1.5.	/	Sans objet
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 6.1.1.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'installation ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté du 18 juin 2008 concernant l'identification de l'installation et les mesures prévues pour la matérialisation du périmètre.

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs à l'absence de plan d'exploitation, l'absence d'analyse des eaux rejetées et le stockage de déchets sur le site.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Production autorisée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 1.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Production autorisée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La production maximale de matériau extrait, calculée sur une période d'un an, est limitée à 5000 t.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'activité d'extraction est faible et se fait par campagnes en fonction de la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Extraction de matériaux autorisée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 1.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction de matériaux autorisée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 100 m NGF, soit environ 15 m sous le niveau du RD n° 71.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que le carreau de la carrière est à 11 mètres sous le niveau de la RD.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Panneaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Panneaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, dans les trois mois suivant la date de cet arrêté, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> La carrière ne dispose pas de panneau identifiant l'installation.  L'exploitant doit mettre en place un panneau identifiant l'installation en entrée de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Matérialisation du périmètre autorisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matérialisation du périmètre autorisé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie de la carrière ainsi qu'autour des zones dangereuses permet d'en interdire l'accès.
<b>Constats :</b> La partie Sud du site n'est pas clôturée et aucun panneau interdisant l'accès n'est présent. La piste sur la zone d'extraction ne dispose pas de merlons de sécurité.  L'exploitant doit: <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre en place une clôture sur la zone Sud du site et maintenir celle existante sur toute la périphérie de la carrière;</li><li>- signaler le danger par l'installation de panneaux sur les zones sensibles;</li><li>- mettre en place un merlon tout le long de la piste menant à la zone d'extraction.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Matérialisation du périmètre autorisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matérialisation du périmètre autorisé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En particulier, l'accès au site est efficacement interdit au public lorsque des équipements fonctionnent sans surveillance (la nuit par exemple).
<b>Constats :</b> L'accès au site ne dispose pas de clôture efficace.  L'exploitant doit mettre en place une clôture efficace interdisant l'accès au public en entrée de site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Surveillance du respect du périmètre autorisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;</li><li>• les bords de la fouille ;</li><li>• la position des stocks ;</li><li>• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;</li><li>• le réseau de circulation des eaux ;</li><li>• les zones remises en état.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni le plan d'exploitation.  L'exploitant doit mettre à jour le plan topographique d'exploitation sur fond cadastral avec l'ensemble des informations prévues et le transmettre à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Circulation des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Circulation des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales et les eaux d'exhaure sont collectées et font si nécessaire l'objet d'un traitement de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Les capacités des éventuels bassins de décantation sont correctement dimensionnés et entretenus afin de permettre de recueillir les eaux et d'en assurer le traitement même en cas de fortes précipitations. Lors des opérations de curage, les boues d'égouttures sont stockées dans un endroit prévu à cet effet et les eaux issues des boues des bassins sont recueillies et dirigées vers les bassins de décantation.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les eaux sont pompées régulièrement en fond de fouille puis rejetées dans un fossé et qu'aucune analyse n'a été effectuée récemment. Vu la faible activité, les eaux en fond de fouille sont claires.  L'exploitant doit procéder à un contrôle annuel des eaux rejetées sur les paramètres prévus dans l'arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 6.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la remise en état du site telle que prévue par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'installation dispose de garanties financières signées jusqu'au 17 juillet 2037.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
<b>Constats :</b> Des déchets divers sont stockés sur le site à proximité des locaux.  L'exploitant doit procéder à l'évacuation de l'ensemble des déchets vers des installations autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet